

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Maison de la Justice et du Droit (MJD) Désignation du représentant de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons de Justice et du Droit (MJD) ont été créées par la loi du 18 décembre 1998, relative à l'accès au droit et à la résolution à l'amiable des conflits.

La Maison de Justice et du Droit de Montpellier, a été prévue dans le Contrat local de sécurité de la Ville de Montpellier, en date du 5 juillet 1999 et a été inaugurée le 28 avril 2000. Depuis l'année dernière, le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance en assure la gestion et le suivi, en remplacement de la Direction de la Cohésion sociale, en lien avec le Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD), groupement d'intérêt public, qui a pour mission essentielle de définir et de mettre en œuvre une politique de développement de l'aide à l'accès au droit.

Les MJD sont des lieux de Justice et d'information juridique, gérés par du personnel judiciaire (en général un Greffier). Elles sont créées, dans des communes ou des quartiers éloignés des Palais de Justice, pour une Justice plus proche des habitants et plus rapide.

Différents acteurs (magistrats, policiers, éducateurs, travailleurs sociaux,) assurent une présence judiciaire, répondant à la petite délinquance quotidienne (actions de prévention, d'insertion et de réinsertion, mesures alternatives aux poursuites pénales).

Des professionnels du droit (avocats, Huissiers, notaires) et des associations spécialisées de juristes notamment dans le domaine des petits litiges civils (logement, consommation, surendettement) ainsi qu'en matière familiale en proposant des solutions à l'amiable (conciliation, médiation...), assurent une mission d'information juridique.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de désigner un représentant de la Ville.

A été élue :

Maud BODKIN

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'PSA', with a stylized flourish at the end.

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014